
Documents sauvegardés

Jeudi 21 mars 2024 à 8 h 42

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Libération

21 mars 2024

Rachida Dati fait planer le couperet sur les écoles d'art

Décrivant un réseau d'écoles qu'elle juge inefficace et trop coûteux, la ministre de la Culture a affirmé que certaines seraient fermées. Les syndicats dénoncent une dérive néolibérale. Lors de ...

3

Documents sauvegardés



© 2024 SA Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 21 mars 2024 à BM-LYON à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20240321-LI-195061233

Nom de la source	Jeudi 21 mars 2024
Libération	
Type de source	Libération
Presse • Journaux	• p. 18
Périodicité	• 983 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Expresso
Nationale	
Provenance	
France	



Rachida Dati fait planer le couperet sur les écoles d'art

Par Claire Moulène

L'histoire du jour

Décrivant un réseau d'écoles qu'elle juge inefficace et trop coûteux, la ministre de la Culture a affirmé que certaines seraient fermées. Les syndicats dénoncent une dérive néolibérale.

Lors de sa première audition, mardi, devant la commission de l'Assemblée nationale, Rachida Dati a proposé des coupes franches dans ce qu'elle a qualifié de «jungle des écoles», soit 99 établissements d'enseignement culturel publics, dont «des écoles d'art territoriales qui sont en situation de crise». «Nous en fermerons certaines», a-t-elle ainsi annoncé sans scrupule devant les parlementaires. En roue libre, la nouvelle ministre de la Culture ? Pas vraiment, à en croire la séquence qui la montre lisant posément du ses notes, en contradiction (et en décontraction) totale avec ses mots introductifs et sa «première priorité», comme elle l'a rappelé: «Que la culture soit une réalité pour tous, sur l'ensemble du territoire.» Pas plus tard que la veille, son nouveau cabinet et sa délégation aux territoires recevaient justement l'inter-organisation des écoles d'art. «Nous sommes sortis de ce rendez-vous avec l'impression d'avoir

été écoutés. Ces annonces, à peine vingt-quatre heures plus tard et alors que Mme Dati se targue d'avoir mis en place un dialogue social, nous ont laissés sans voix. Il y a un côté précipité qui fait peur», raconte aujourd'hui Florian

Gaité, membre du Snéad, l'un des principaux syndicats, avec le Staa et le Massicot, jeune syndicat des étudiants en art, conviés lundi rue de Valois.

Interpellé depuis plus d'un an sur la précarité grandissante des écoles et sur les risques de fermeture qui planaient sur deux d'entre elles, le ministère de la Culture s'était jusqu'alors poliment bouché les oreilles en versant (sous Rima Abdul Malak) une aide d'urgence dérisoire de 2 millions d'euros. Cette fois-ci, Rachida Dati n'y va pas de main morte et fait sauter un énième verrou, appelant de ses vœux des «écoles performantes», et la fin «de l'argent jeté en l'air», sous-tendant: les maillons faibles, dehors. «Cette idéologie néolibérale n'est pas entendable», estime de son côté le représentant Snéad, soulignant au passage l'obsession de la ministre pour «l'alternance et la professionnalisation, termes qu'elle a répétés au moins douze fois». «Certaines écoles sont très décon-

Rachida Dati à l'Elysée le 20 mars..
Photo Raphaël Lafargue.
ABACAPRESS.COM

nectées de la réalité, y compris des débouchés», a fait en effet savoir Rachida Dati, avant d'évoquer son «étonnement» face à ces établissements qui ne sont pas accessibles à l'alternance et à l'apprentissage. «Moi, j'y tiens absolument», a-t-elle ajouté.

Avantage au privé. «Nous sommes en train de faire une cartographie précise pour proposer une stratégie de l'enseignement supérieur», a également annoncé la ministre. Ce remaillage territorial, qui semble au premier abord relever du bon sens, ne recouvrirait-il pas plutôt une carte plus secrète, celle des établissements privés ? En clair : s'il existe déjà des écoles d'art privées, lesquelles n'ont d'ailleurs cessé de se multiplier ces dernières années, plus besoin de soutenir les écoles d'enseignement supérieur publiques. C'est peu ou prou la logique qui a prévalu dans le cas de l'école d'art de Valenciennes, concurrencée, entre autres, par une école privée établie non loin. Un membre du syndicat le Massicot ne se fait guère d'illusions à ce sujet : «L'assurance de la ministre ne

Documents sauvegardés

suffira pas à contenir la déviation de l'argent et des moyens vers le privé.» Avec ses collègues de l'interorganisation, ce membre du Massicot fustige un «nouveau cabinet qui semble avoir du mal à installer une vision cohérente». Qui fixe rendezvous aux syndicats pour début mai en les enjoignant de plancher sur de grands chantiers comme la question des budgets, des statuts des enseignants ou des frais de scolarité, tout en annonçant dès le lendemain la fermeture de «certaines» écoles. Pour les deux cas les plus litigieux, l'école d'art de Valenciennes et celle de Chalon-sur-Saône, l'affaire semble pliée. Le ministère se retranchant pour ce dernier cas derrière le choix même du président de la métropole, qui n'a pas fait de «demande de renouvellement de d'accréditation pour son école» et n'a pas non plus répondu aux propositions «d'alternatives pour une poursuite de formations supérieures hors accréditation». Mais au-delà de ces deux cas identifiés, quelles sont les autres écoles menacées par cette annonce ? Un membre du Cneserac, l'un des organismes qui rend un avis «favorable», «réservé» ou «défavorable», sur les écoles d'art et leur capacité à délivrer un diplôme d'enseignement supérieur, planche actuellement sur les rapports des écoles du Sud et du Grand-Est. Il se méfie: alors que la ministre s'est réfugiée «derrière les instances d'évaluation [] pour dire s'il faut fermer certaines écoles», pointer les défaillances de certains établissements, n'est-ce pas prendre le risque de donner un blanc-seing au ministère? Souligner les faiblesses des établissements serait a priori la piste à suivre pour les aider à remonter la pente. Mais face aux annonces aux allures de loterie, il y a de quoi se poser des questions.

Mobilisations. Très mobilisées au print-

emps dernier, avec des écoles occupées, des examens chahutés et de nombreux happenings dans la rue, les écoles d'art vont-elles à nouveau se fédérer pour faire entendre leur spécificité? Certaines sont déjà mobilisées: l'école d'art de Tours est actuellement occupée par des étudiants qui dénoncent la montée (générale) des frais de scolarité, celle d'Angoulême se pose la question, de même que les Beaux-Arts de Lyon, où commencent à se propager les menaces bien réelles qui pèsent sur le pourtant très bon master en design graphique de l'école. «Nous allons interpeller tout l'écosystème de l'art, assure Florian Gaité. Le problème des écoles d'art, c'est le problème du monde de la culture en général. Les artistes qui en sortent, les artistes qui y enseignent, les institutions qui les représentent, tout le monde a intérêt à rétablir un service public de l'art contemporain.» ?

«Ces annonces, alors que Mme Dati se targue d'avoir mis en place un dialogue social, nous ont laissés sans voix.» Florian Gaité membre du syndicat Snéad